CONJONCTURE FRANÇAISE

Contraction de l'investissement

Les mauvaises statistiques publiées par l'Insee à la mi-août étaient hélas anticipées. Comme en début d'année, l'activité a stagné au deuxième trimestre 2014, de sorte que le gouvernement a revu ses perspectives nettement à la baisse. Celui-ci attend désormais une croissance de seulement 0,5 % en moyenne annuelle, en ligne avec celle relevée lors des deux exercices précédents. D'ores et déjà, l'objectif du retour à un déficit public à 3 % du PIB en 2015 apparaît hors d'atteinte, retardant la résorption de l'endettement.

Notre pays est affecté par la faiblesse de l'activité chez ses voisins européens mais surtout par l'atonie de la demande domestique. Les seuls investissements s'inscrivent sur une pente baissière, notamment ceux des ménages, au plus bas depuis seize ans. En même temps, les dépenses réalisées par les administrations publiques amorcent une décrue appelée à se poursuivre compte tenu des contraintes financières supportées par les administrations locales.

Surtout, les investissements du secteur marchand rechutent après l'embellie constatée courant 2013. Ce mouvement traduit à la fois l'insuffisance des résultats financiers des entreprises et, plus globalement, leur défiance à l'égard de l'environnement économique, alors que les taux d'emprunt n'ont jamais été aussi faibles. Le rebond des dépenses d'équipement des entreprises, engagé depuis plusieurs trimestres chez nos principaux concurrents européens, est pourtant une condition indispensable au retour de la croissance et au développement de l'emploi en France.